

ASSOCIATION DES PROFESSEUR.E.S DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA
ASSOCIATION OF PROFESSORS OF THE UNIVERSITY OF OTTAWA

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Association des professeur.e.s de l'Université d'Ottawa

Le jeudi 14 décembre 2023

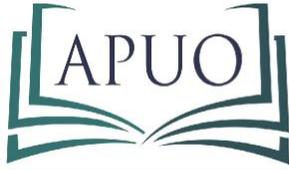
10 h à 12 h

DESMARAIS (DMS) 12102

ou [via Zoom](#)

ORDRE DU JOUR

- Reconnaissance de territoire
- Approbation de l'ordre du jour
- Procès-verbal de la dernière réunion le 21 avril 2023 (p.3)
- Procès-verbal de la réunion spéciale le 30 octobre 2023 (p.11)
- Questions découlant des procès-verbaux
- Présentation du Syndicat des professeurs et professeures de l'Université Laval (SPUL) au sujet de la grève de l'hiver 2023
- Rapport du président
- Rapport du secrétaire-trésorier (p.15)
- Autres questions



ASSOCIATION DES PROFESSEUR.E.S DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA
ASSOCIATION OF PROFESSORS OF THE UNIVERSITY OF OTTAWA

REGULAR GENERAL MEETING

Association of Professors of the University of Ottawa

Thursday, December 14, 2023

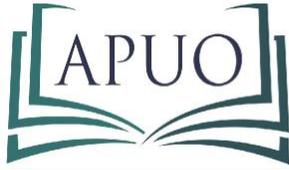
10 am to 12 pm

DESMARAIS (DMS) 12102

or [via Zoom](#)

AGENDA

- Land acknowledgement
- Approval of the agenda
- Minutes from the last meeting on April 21, 2023 (p.3)
- Minutes from the special meeting on October 30, 2023 (p.11)
- Matters arising from the minutes
- Presentation from the Syndicat des professeurs et professeures de l'Université Laval (SPUL) on the Winter 2023 strike
- President's report
- Secretary Treasurer's report (p.15)
- Other matters



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE 2022-2023

Vendredi 21 avril 2023

11 h à 13 h

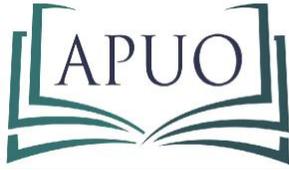
Par ZOOM

PROCÈS-VERBAL

1. Le quorum a été atteint.
2. La présidente a lu la **POLITIQUE DE RECONNAISSANCE DU TERRITOIRE de l'APUO**.
3. **ORDRE DU JOUR** : L'ordre du jour a été approuvé à l'unanimité, avec une (1) abstention. (MASSICOTTE/GUPTILL)
4. **Le PROCÈS-VERBAL** de l'assemblée générale ordinaire du 12 décembre 2022 a été approuvé avec 15 abstentions. (SOMÉ/DORAN)
5. **AFFAIRES DÉCOULANT DU PROCÈS-VERBAL** : S.O.
6. **Situation financière à l'Université d'Ottawa** : La présidente a rappelé à l'Assemblée générale que l'APUO travaille activement à soutenir ses membres dans la mobilisation des unités et des départements à l'annonce de coupes budgétaires de 2,5 % aux facultés et services en décembre 2022. L'APUO a rencontré des unités dans plusieurs facultés et a été informée de plusieurs coupes budgétaires, notamment la réduction des services d'impression/de photocopie sur le campus Roger Guindon, l'arrêt de la prise en charge des frais de déplacement pour les candidat.e.s internationaux.ales à des postes, les restrictions d'embauche pour les assistant.e.s d'enseignement et de recherche, la fermeture de la garderie et de la clinique médicale sur le campus, la redéfinition de la valeur des crédits de cours et la fermeture du GPS académique du Service d'appui à l'enseignement et à l'apprentissage (SAEA).

La présidente a réaffirmé que ces compressions budgétaires compromettent la qualité de l'éducation à l'Université d'Ottawa et que l'APUO continuera de faire pression sur l'administration centrale pour qu'elle établisse un processus budgétaire ouvert, transparent et démocratique accordant la priorité aux missions d'enseignement et de recherche de l'université.

La présidente a souligné la nécessité d'une action collective s'appuyant sur les succès passés de l'APUO, alors que les efforts de mobilisation ont permis d'améliorer la sécurité



d'emploi, la protection du régime de retraite et la préservation des ressources de la bibliothèque. Elle a annoncé que le comité exécutif avait commencé à préparer le prochain cycle de négociations. En outre, l'APUO a créé une nouvelle équipe, l'équipe d'action sur la convention collective (EACC), chargée de cartographier le milieu de travail et d'assurer la communication avec les membres.

7. **PRESIDENT'S REPORT:**

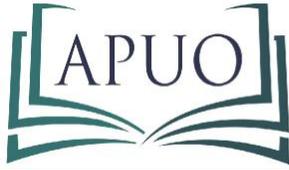
a) **Projet de loi 26** : La présidente a informé les membres que le projet de loi 26, qui établit des règles relatives à l'inconduite sexuelle envers les étudiant.e.s par les employé.e.s des universités bénéficiant d'une aide publique, entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2023, exigeant que tous les établissements aient mis en œuvre une politique en matière d'inconduite sexuelle destinée aux employé.e.s avant cette date. La présidente a noté que l'une des caractéristiques les plus importantes du projet de loi 26 est qu'il a préséance sur toutes les dispositions des conventions collectives ou des contrats de travail.

La présidente a ajouté que l'APUO et le syndicat étudiant de l'Université d'Ottawa (SÉUO) ont cosigné une lettre exprimant leurs préoccupations au sujet de la législation, notamment le fait qu'elle n'investit pas de ressources dans la prévention de la violence et du harcèlement sexuels et qu'elle enfreint les droits des conventions collectives. La conseillère juridique de l'APUO a présenté les préoccupations de l'APUO en commission parlementaire. La présidente a rappelé que, malgré ces efforts collectifs, le projet de loi 26 a reçu la sanction royale le 8 décembre 2022.

L'APUO travaille avec l'Union des associations des professeurs des universités l'Ontario (UAPUO) afin de bien comprendre les implications de cette loi pour la communauté universitaire.

b) **Comité ad hoc sur la gouvernance** : La présidente a annoncé qu'un comité de intersyndical sur la gouvernance, composé de membres de l'APUO, de l'Association des professeur.e.s à temps partiel de l'Université d'Ottawa (APTPUO), de l'Association des étudiant.e.s diplômés.es (GSAÉD), de la SÉUO et de l'unité syndicale du personnel de soutien de l'Université d'Ottawa (PSUO), entamera ses travaux en juillet. Ce comité sera chargé de préparer un rapport présentant des recommandations pour améliorer la gouvernance de l'université.

c) **Mise à jour sur la coalition intersyndicale** : La présidente a informé les membres que la coalition intersyndicale continue de se réunir régulièrement pour aborder les questions concernant l'ensemble du campus et soutenir les initiatives des syndicats et des associations, notamment les efforts pour sauver la Garderie Bernadette, le soutien à l'APTPUO et au SCFP 2626 dans leurs négociations collectives et les enjeux de santé et sécurité au travail. Elle a souligné que la coalition continue d'analyser la situation financière de l'Université et a lancé une campagne pour un processus budgétaire

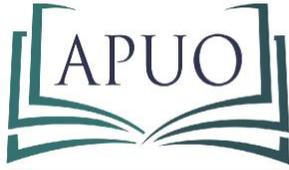


ouvert, transparent, collégial et démocratique accordant la priorité aux missions d'enseignement et de recherche de l'université.

- d) **Prix d'excellence en recherche** : La présidente a rappelé que, chaque année, en partenariat avec l'Université d'Ottawa, l'APUO récompense les contributions exceptionnelles de deux membres dans le domaine de la recherche universitaire. Elle a annoncé que les lauréat.e.s des prix d'excellence en recherche 2022-2023 sont Mamadou FALL de la Faculté d'Ingénierie et Delphine NAKACHE de la Faculté de Droit.
- e) **Ressources humaines de l'APUO** : La présidente a fait le point sur les mouvements de personnel à l'APUO durant l'année qui se termine :
- En avril 2022, l'APUO a embauché Pascasie MINANI en tant que conseillère en équité, recherche et organisation pour un contrat d'un an.
 - Patrick DESJARDINS a rejoint l'APUO de manière permanente après avoir remplacé Brianne CARLSON pendant un congé de maternité.
 - Des remplacements temporaires ont été effectués pour Christine MONCRIEFF, parajuriste, qui est partie en congé de maternité,
 - Lydia GABELMANN est revenue de son congé de maternité en octobre 2022.
 - Anne-Marie ROY a accepté un poste temporaire à temps plein à l'ACPPU après son congé de maternité.
 - Nicole DESNOYERS a accepté de demeurer à l'APUO pendant le congé temporaire d'A.-M. ROY.
 - Julie PAQUIN et Thomas FOTH sont demeuré.e.s agent.e.s de liaison, leurs mandats étant renouvelés jusqu'au 1^{er} juillet 2023.
- f) **Relocalisation de l'APUO** : La présidente a annoncé qu'à partir du 1^{er} juin 2023, les bureaux de l'APUO seront situés au 1 rue Nicholas. L'APUO a déménagé pour répondre à son besoin d'avoir plus d'espace et une accessibilité accrue. Une journée portes ouvertes est prévue lors de la session d'automne 2023.

8. **COMITÉ EXÉCUTIF :**

- a) **Comité exécutif 2023-2024** : La présidente a annoncé la composition du Comité exécutif de l'APUO pour l'année universitaire 2023-2024, élu du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024, à l'exception du président élu dont le mandat se terminera le 30 juin 2025 :
- **Président** : Dimitri KARMIS (École d'études politiques)
 - **Premier vice-président** : Colin MONTPETIT (Département de biologie)
 - **Second vice-président** : Daniel PARÉ (Département de communication)
 - **Secrétaire-trésorier** : Evan STERLING (Bibliothèque)
 - **Agente de mobilisation** : Jennifer BLAIR (Department of English)
 - **Agent d'équité** : Philippe FROWD (École d'études politiques)
 - **Agente universitaire** : Dalie GIROUX (Institut d'études féministes et de genre)



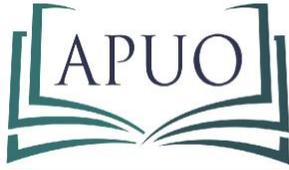
- **Dirigeante à titre individuel** : Mythili RAJIVA (Institut d'études féministes et de genre)

La présidente actuelle continuera à exercer ses fonctions en tant que présidente sortante.

9. **AUTRES AFFAIRES:**

- a) **Bureau des droits de la personne de l'Université d'Ottawa** : Les membres ont exprimé leurs inquiétudes au sujet du Bureau des droits de la personne (BDP) de l'Université d'Ottawa et ont demandé des éclaircissements sur leurs droits dans le cadre de ses processus. Michel DESJARDINS a souligné que ces processus sont entièrement gérés par le BDP. Il a insisté sur le fait que le rôle de l'APUO est de fournir un soutien aux membres qui naviguent à travers ces processus, en s'assurant que le BDP respecte les procédures comme il se doit.

ADJOURNMENT: 1 pm



ANNUAL GENERAL MEETING 2022-2023

Friday, April 21, 2023

11 am – 1 pm

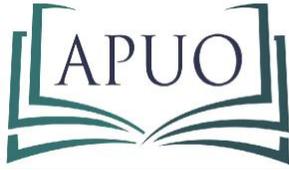
Via ZOOM

MINUTES

1. Quorum was attained.
2. The President read the APUO's **LAND ACKNOWLEDGEMENT POLICY**.
3. **AGENDA:** The agenda was approved unanimously, with one (1) abstention. (MASSICOTTE/GUPTILL)
4. **MINUTES** for the December 15, 2022, regular general meeting were approved with 15 abstentions. (SOMÉ/DORAN)
5. **MATTERS ARISING FROM THE MINUTES:** N/A
6. **Financial situation at the University of Ottawa:** The President reminded the general assembly that the APUO has been working to support its members in mobilizing at the unit and department levels in response to the announcement of 2.5% cuts to faculty and service budgets in December 2022. The APUO met with units in various faculties and learned about several cuts, including but not limited to, the reduction in printing/photocopying services at the Roger Guindon Campus, the discontinuation of coverage for travel costs for international job candidates, hiring freezes and decreases for Teaching and Research Assistants, the closure of the on-campus childcare centre and medical clinic, the redefinition of course credit weight and the closure of the Academic GPS of Teaching and Learning Support Services.

The President reiterated that these budget cuts jeopardize the quality of education at the University of Ottawa, and that the APUO is urging the Central Administration to establish an open, transparent, and democratic budgetary process that prioritizes the university's teaching and research missions.

The President underscored the need for collective action, drawing on the APUO's past successes where mobilization efforts led to improved job security, pension protection and the preservation of library resources. She announced that the Executive Committee has begun preparations for the upcoming round of bargaining. In addition, the APUO created a



new team, the Collective Agreement Action Team, charged with workplace mapping and maintaining communication with members.

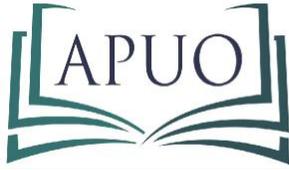
7. **PRESIDENT'S REPORT:**

- a) **Bill 26:** The President informed members that Bill 26, which sets out rules pertaining to sexual misconduct toward students by employees from publicly assisted universities, is set to come into effect on July 1, 2023, requiring that all institutions implement an employee sexual misconduct policy before this date. She noted that one of the most notable features of Bill 26 is that it takes precedence over all provisions of collective agreements or employment contracts.

The President reported that the APUO and the University of Ottawa Students' Union (UOSU) co-signed a letter articulating several concerns about the legislation, including its failure to invest resources into prevention of sexual violence and harassment and its violation of collective agreement rights. APUO Legal Counsel presented the APUO's concerns to a Parliamentary Committee. The President noted that despite these collective efforts, Bill 26 received Royal Assent on December 8, 2022.

The APUO is working with the Ontario Confederation of University Faculty Associations (OCUFA) to understand the implications for the University community.

- b) **Ad Hoc Governance Committee:** The President announced that an interunion governance committee, comprised of the APUO, the Association of Part-Time Professors of the University of Ottawa (APTPUO), the Graduate Student's Association (GSAÉD), UOSU and the Support Staff University of Ottawa (SSUO) members, will commence its work in July. The committee will be tasked with preparing a report outlining recommended changes to university governance.
- c) **Update on the interunion coalition:** The President shared that the interunion coalition meets regularly to address campus-wide issues and support union and association initiatives, including but not limited to, efforts to save the Bernadette Child Care Centre, supporting the APTPUO and CUPE 2626 in collective bargaining, and addressing University Joint Health and Safety Committee Terms of Reference. She noted the coalition remains vigilant about the University's financial situation, developing a campaign for an open, transparent, collegial and democratic budgetary process prioritizing teaching and research.
- d) **Research Awards:** The President shared that every year, the APUO, in partnership with the University of Ottawa, recognizes the outstanding contributions of two members in university research. She announced the recipients of the 2022-2023 Awards for Excellence in Research as Mamadou FALL from the Faculty of Engineering and Delphine NAKACHE from the Faculty of Law.



- e) **APUO human resources:** The President provided an update on the staffing changes at the APUO over the last year:
- In April 2022, the APUO hired Pascasie MINANI as an Equity, Research, and Organization Advisor for a one-year contract.
 - Patrick DESJARDINS joined the APUO permanently after replacing Brianne CARLSON during a maternity leave.
 - Temporary replacements were brought in for Paralegal Christine MONCRIEFF, who went on maternity leave.
 - Lydia GABELMANN returned from maternity leave in October 2022.
 - Anne-Marie ROY accepted a temporary full-time position at the CAUT, following her maternity leave.
 - Nicole DESNOYERS accepted to stay with the APUO throughout A.-M. ROY's temporary leave.
 - Julie PAQUIN and Thomas FOTH continued as Liaison Officers, with their mandate renewed until July 1, 2023.
- f) **APUO's relocation:** The President announced that as of June 1, 2023, the APUO offices will be located at 1 Nicholas Street. The APUO relocated to accommodate its need for more space, including improved accessibility. An open house event is planned for the 2023 fall term.

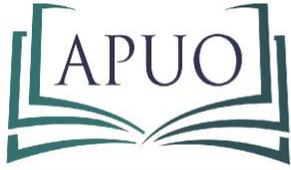
8. **EXECUTIVE COMMITTEE:**

- a) **Executive Committee 2023-2024:** The President announced the APUO Executive Committee for the 2023-2024 academic year, elected from July 1, 2023, to June 30, 2024, except for the President-elect whose term will end on June 30, 2025:
- **President:** Dimitri KARMIS (School of Political Studies)
 - **First Vice-President:** Colin MONTPETIT (Department of Biology)
 - **Second Vice-President:** Daniel PARÉ (Department of Communications)
 - **Secretary-Treasurer:** Evan STERLING (Library)
 - **Mobilization Officer:** Jennifer BLAIR (Department of English)
 - **Equity Officer:** Philippe FROWD (School of Political Studies)
 - **Academic Officer:** Dalie GIROUX (Institute of Feminist and Gender Studies)
 - **Officer-at-Large:** Mythili RAJIVA (Institute of Feminist and Gender Studies)

The President will continue as Past President.

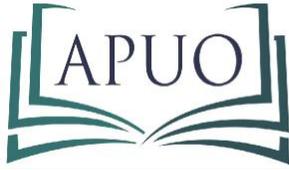
9. **OTHER MATTERS:**

- a) **uOttawa Human Rights Office:** Members expressed concerns about uOttawa's Human Rights Office (HRO) and sought clarifications on their rights within its processes. Michel DESJARDINS stressed that such processes are managed entirely by the HRO. He emphasized that the APUO's role is to provide support to members as they navigate through these processes, ensuring the HRO adheres to the correct procedures.



ASSOCIATION DES PROFESSEUR.E.S DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA
ASSOCIATION OF PROFESSORS OF THE UNIVERSITY OF OTTAWA

ADJOURNMENT: 1 pm



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SPÉCIALE 2023-2024

Lundi 30 octobre 2023

13 h – 14 h 30

Via ZOOM

PROCÈS-VERBAL

1. Le quorum a été atteint.
2. Le président lit la **POLITIQUE DE RECONNAISSANCE DE TERRITOIRE** de l'APUO.
3. **ORDRE DU JOUR:** L'ordre du jour est approuvé à l'unanimité. (GILES/BÉRUBÉ)
4. **PROTOCOLE D'ENTENTE SUR LE PROJET DE LOI 124 :** Le président a rappelé les événements et les processus qui ont mené à la négociation du Protocole d'entente sur le projet de loi 124. Il a expliqué que l'APUO a réussi à obtenir des augmentations salariales annuelles de près de 3 % pour chaque année de 2021 à 2024.

Patrick DESJARDINS a présenté une analyse comparative avec les autres associations facultaires, soulignant que l'entente conclue par l'APUO était comparable à la moyenne des augmentations obtenues par ces associations.

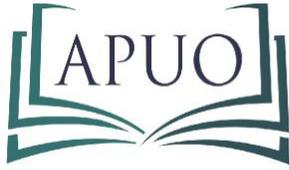
Le président a informé les membres que l'employeur dispose de 120 jours pour mettre en œuvre le paiement rétroactif et les ajustement salariaux pour la période allant du 1^{er} mai 2021 au 30 avril 2024.

5. **AVIS DE MOTION:**

RÉSOLUTION GA2324.01 (BOUCLIN/GILES)

ATTENDU QUE l'article 3.5.3 des Statuts et règlements stipule que le comité exécutif peut convoquer une assemblée générale spéciale « pour la ratification d'une convention collective ou sur un protocole d'entente à cet égard »; et

ATTENDU QUE l'article 7.7.1 des Statuts et règlements stipule qu'après avoir pris en considération un protocole d'entente nouvellement négocié, le comité exécutif fera une recommandation en faveur ou contre la ratification et présentera « la proposition du protocole d'entente et ses recommandations à l'ensemble des membres »; et

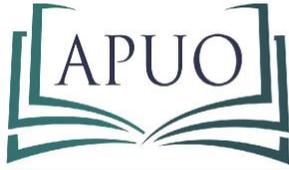


ATTENDU QUE le Protocole d'entente sur la loi 124 est conditionnel à sa ratification par les membres de l'APUO;

IL EST RÉSOLU QUE l'assemblée générale de l'APUO ratifie le Protocole d'entente sur la loi 124.

La résolution est adoptée par scrutin secret, avec 711 votes POUR et 10 CONTRE.

LEVÉE DE LA SÉANCE: 14 h



SPECIAL GENERAL MEETING 2023-2024

Monday, October 30, 2023

1 pm – 2:30 pm

Via Zoom

MINUTES

1. Quorum was attained.
2. The President read the APUO's **LAND ACKNOWLEDGEMENT POLICY**.
3. **AGENDA:** The agenda was approved unanimously. (GILES/BÉRUBÉ)
4. **MEMORANDUM OF UNDERSTANDING ON BILL 124:** The President shared the events and processes that led to the negotiation of the Memorandum of Understanding on Bill 124. He explained the APUO's achievement in securing annual salary increments of nearly three (3) percent for each year from 2021 to 2024.

Patrick DESJARDINS provided a comparative analysis across other faculty associations, highlighting that the settlement reached by the APUO was on par with the average among these associations.

The President informed members that the Employer has 120 days to implement the retroactive pay and salary adjustments for the period of May 1, 2021, to April 30, 2024.

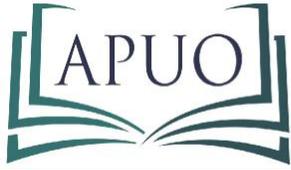
5. **NOTICE OF MOTION:**

RESOLUTION GA2324.01 (BOUCLIN/GILES)

WHEREAS section 3.5.3 of the Constitution and By-laws stipulate that the Executive Committee may call a special general meeting for the "purpose of the ratification of a collective agreement, or memorandum of settlement related thereto"; and

WHEREAS section 7.7.1 of the Constitution and By-laws state that the Executive Committee will consider a newly negotiated memorandum of settlement and recommend for or against ratification and will "submit the proposed memorandum of settlement and its recommendation to the general membership"; and

WHEREAS the Memorandum of Understanding on Bill 124 is conditional upon ratification by the APUO membership;



BE IT RESOLVED THAT the APUO General Assembly ratify the proposed Memorandum of Understanding on Bill 124.

Resolution adopted by secret ballot, with 711 votes in favour and 10 against.

ADJOURNMENT: 2:00 pm

Association des professeurs et professeures de l'Université
d'Ottawa

États financiers

Pour l'exercice terminé le 30 juin 2023

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 3
États financiers	
État de la situation financière	4
État de l'évolution de l'actif net	5
État des résultats	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires	8 - 11



Tél./Tel: 613-443-5201
Télec./Fax: 613-443-2538
www.bdo.ca

BDO Canada s.r.l./S.E.N.C.R.L./LLP
991 chemin Limoges Road
C.P./PO Box 128
Embrun ON K0A 1W0 Canada

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres de l'Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa (l'« Association »), qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2023, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière au 30 juin 2023, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (« NCOSBL »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* du présent rapport. Nous sommes indépendants conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux NCOSBL, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Association ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Association à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BDO Canada s.r.l./LLP

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

Ottawa (Ontario)

26 octobre 2023

Association des professeurs et professeurs de l'Université d'Ottawa État de la situation financière

30 juin	Fonds des opérations	Fonds des bourses aux étudiants	2023	2022
Actifs				
Court terme				
Encaisse	73 006 \$	3 847 \$	76 853 \$	660 621 \$
Placements (Note 2)	311 000	-	311 000	-
Comptes clients	123 548	-	123 548	102 043
Frais payés d'avance	23 960	-	23 960	23 960
Solde inter-fonds	(8 283)	8 283	-	-
	<u>523 231</u>	<u>12 130</u>	<u>535 361</u>	<u>786 624</u>
Placements (Note 2)	3 305 365	-	3 305 365	3 118 696
Immobilisations corporelles (Note 3)	<u>361 761</u>	<u>-</u>	<u>361 761</u>	<u>7 364</u>
	<u>4 190 357 \$</u>	<u>12 130 \$</u>	<u>4 202 487 \$</u>	<u>3 912 684 \$</u>
Passif et Actif net				
Court terme				
Créditeurs et frais courus	<u>176 469 \$</u>	<u>- \$</u>	<u>176 469 \$</u>	<u>124 160 \$</u>
Engagements contractuels (Note 5)				
Éventualité (Note 6)				
Actif net				
Investi en immobilisations corporelles	361 761	-	361 761	7 364
Grevé d'une affectation interne				
Fonds de grève	2 080 219	-	2 080 219	1 910 469
Grevé d'une affectation externe				
Fonds des bourses aux étudiants	-	12 130	12 130	41 081
Non affecté	<u>1 571 908</u>	<u>-</u>	<u>1 571 908</u>	<u>1 829 610</u>
	<u>4 013 888</u>	<u>12 130</u>	<u>4 026 018</u>	<u>3 788 524</u>
	<u>4 190 357 \$</u>	<u>12 130 \$</u>	<u>4 202 487 \$</u>	<u>3 912 684 \$</u>

Au nom du Conseil d'administration:

Dimitri Karmis

Administrateur

DocuSigned by:

Evan Staley

Administrateur

Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa État de l'évolution de l'actif net

Pour l'exercice terminé le 30 juin	Investi en immobilisations corporelles	Fonds de grève	Fonds des bourses aux étudiants	Non affecté	2023	2022
Solde, début de l'exercice	7 364 \$	1 910 469 \$	41 081 \$	1 829 610 \$	3 788 524 \$	3 897 456 \$
(Insuffisance) excédent des produits sur les charges	(43 806)	169 750	(28 951)	140 501	237 494	(108 932)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	398 203	-	-	(398 203)	-	-
Solde, fin de l'exercice	361 761 \$	2 080 219 \$	12 130 \$	1 571 908 \$	4 026 018 \$	3 788 524 \$

Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa État des résultats

Pour l'exercice terminé le 30 juin	Fonds des opérations	Fonds de grève	Fonds des bourses aux étudiants	2023	2022
Produits					
Cotisations des membres	1 952 130 \$	169 750 \$	106 049 \$	2 227 929 \$	2 199 584 \$
Moins remis à :					
A.C.P.P.U - honoraires	273 443	-	-	273 443	267 966
Caisse de défense de l'A.C.P.P.U.	91 987	-	-	91 987	83 430
U.A.P.U.O - honoraires	262 991	-	-	262 991	257 013
	<u>628 421</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>628 421</u>	<u>608 409</u>
Cotisations des membres nettes	1 323 709	169 750	106 049	1 599 508	1 591 175
(Perte) revenus d'investissements	180 204	-	-	180 204	(385 320)
(Perte) gain non-réalisé sur les investissements	-	-	-	-	172 380
	<u>1 503 913</u>	<u>169 750</u>	<u>106 049</u>	<u>1 779 712</u>	<u>1 378 235</u>
Charges					
Administration et bureau	68 042	-	-	68 042	69 668
Amortissement des immobilisations corporelles	43 806	-	-	43 806	8 034
Arbitrage et autres frais juridiques	148 256	-	-	148 256	99 136
Assurances	23 916	-	-	23 916	22 690
Bourse aux étudiants	-	-	135 000	135 000	111 000
Bourse d'enseignement et de recherche	7 500	-	-	7 500	10 000
Déplacements	17 409	-	-	17 409	16 974
Frais professionnels	11 354	-	-	11 354	8 124
Loyer	75 556	-	-	75 556	94 885
Négociations collectives	-	-	-	-	5 455
Relations publiques	18 705	-	-	18 705	35 445
Réunions et réception	8 038	-	-	8 038	1 124
Salaires et avantages sociaux	980 994	-	-	980 994	1 001 149
Traduction	3 642	-	-	3 642	3 483
	<u>1 407 218</u>	<u>-</u>	<u>135 000</u>	<u>1 542 218</u>	<u>1 487 167</u>
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	<u>96 695 \$</u>	<u>169 750 \$</u>	<u>(28 951)\$</u>	<u>237 494 \$</u>	<u>(108 932)\$</u>

Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa État des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2023	2022
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	237 494 \$	(108 932)\$
Élément sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	43 806	8 034
	281 300	(100 898)
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement :		
Comptes clients	(21 505)	154 072
Créditeurs et frais courus	52 309	12 140
	312 104	65 314
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
(Dispositions) acquisitions de placements	(497 669)	20 063
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(398 203)	(2 541)
	(895 872)	17 522
(Diminution) augmentation nette de l'encaisse	(583 768)	82 836
Encaisse, début de l'exercice	660 621	577 785
Encaisse, fin de l'exercice	76 853 \$	660 621 \$

Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa

Notes complémentaires

30 juin 2023

1. Principales méthodes comptables

Statut et objectif de l'organisme	L'Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa est un organisme sans but lucratif ayant obtenu une reconnaissance syndicale en mai 1992. L'Association a comme objectif de représenter les intérêts des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa. En tant que syndicat, l'Association est exonérée d'impôt.
Référentiel comptable	L'Association applique les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.
Utilisation d'estimations	La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs à la date des états financiers et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges au cours de l'exercice considéré. Les estimations significatives incluent la durée de vie utile des immobilisations corporelles.
Comptabilité par fonds	<p>Le fonds des opérations rend compte des activités et des programmes courants ainsi que des activités générales de l'Association. Les coûts d'opération de l'Association sont financés par les cotisations des membres.</p> <p>Le fonds de grève rend compte des fonds qui permettraient à l'Association d'ajouter un supplément à l'indemnité de grève des membres, de financer les moyens de pression et de rembourser à l'employeur le coût de la trousse d'avantage sociaux. Ce fonds est financé par un transfert initial de 500 000\$ du fonds d'opérations et par un supplément de 8% des cotisations des membres à chaque exercice.</p> <p>Le fonds des bourses aux étudiants rend compte des fonds qui sont affectés pour les bourses aux étudiants. Ce fond est financé par les cotisations des membres.</p> <p>Le fonds des immobilisations corporelles présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux immobilisations corporelles.</p>
Comptabilisation des produits	<p>Les cotisations des membres sont comptabilisées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou lorsqu'elles sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.</p> <p>Les revenus d'investissement, la compensation et les autres produits sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.</p>

Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa

Notes complémentaires

30 juin 2023

1. Principales méthodes comptables (suite)

Instrument financiers	<p><u>Évaluation initiale et ultérieure</u></p> <p>L'Association évalue initialement ses actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur. Elle évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur de ces instruments financiers sont comptabilisées dans les résultats de l'exercice où elles se produisent.</p> <p><u>Dépréciation</u></p> <p>Les actifs financiers évalués au coût après amortissement sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications d'une possible dépréciation.</p> <p><u>Coûts de transaction</u></p> <p>L'Association comptabilise ses coûts de transaction dans les résultats de l'exercice où ils sont engagés dans le cas des instruments financiers qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Les coûts de transaction relatifs à des instruments financiers évalués ultérieurement au coût après amortissement sont comptabilisés au coût initial de l'actif ou du passif financier et comptabilisés aux résultats sur la durée de l'instrument selon la méthode de l'amortissement linéaire.</p>						
Immobilisations corporelles	<p>Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées indiqués ci-dessous :</p> <table><tr><td>Équipement informatique</td><td>5 ans</td></tr><tr><td>Mobilier de bureau</td><td>3 ans</td></tr><tr><td>Améliorations locatives</td><td>10 ans</td></tr></table>	Équipement informatique	5 ans	Mobilier de bureau	3 ans	Améliorations locatives	10 ans
Équipement informatique	5 ans						
Mobilier de bureau	3 ans						
Améliorations locatives	10 ans						
Régime de retraite	<p>Les employés de l'Association sont éligibles à être membres du régime de retraite des employés de l'Université d'Ottawa qui est un régime de retraite à prestations définies. Cependant, il n'y a pas suffisamment d'informations disponibles pour utiliser la comptabilisation des prestations définies. Par conséquent, l'Association comptabilise le régime comme s'il s'agissait d'un régime à cotisations définies, en comptabilisant les contributions en charge de l'exercice auquel elles se rapportent.</p>						

Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa Notes complémentaires

30 juin 2023

2. Placements

	2023	2022
Instruments de capitaux propres, à la juste valeur		
Actions de sociétés cotées en bourse	606 691 \$	540 432 \$
Placements à revenu fixe	3 009 674	2 578 264
	3 616 365	3 118 696
Moins: Tranche échéant à moins d'un an	311 000	-
	3 305 365 \$	3 118 696 \$

3. Immobilisations corporelles

	2023		2022	
	Coût	Amortissement cumulé	Coût	Amortissement cumulé
Équipement informatique	58 789 \$	56 727 \$	58 789 \$	52 214 \$
Mobilier de bureau	36 578	27 127	27 540	26 751
Améliorations locatives	389 164	38 916	110 799	110 799
	484 531 \$	122 770 \$	197 128 \$	189 764 \$
Valeur comptable nette		361 761 \$		7 364 \$

4. Régime de retraite

À tous les ans, un actuaire indépendant détermine la position financière du régime de retraite des employés de l'Université d'Ottawa en comparant la valeur actuarielle des actifs investis à la valeur actuelle estimée de tous les avantages que les membres ont gagné à date. Les états financiers les plus récents du régime sont pour l'exercice clos le 31 décembre 2022. Les résultats présentés dans les états financiers démontraient des obligations au titre des prestations de retraite de 2,596 \$ milliards pour les avantages courus pour les services et un actif net disponible pour le service de prestations à cette même date de 2,810 \$ milliards indiquant un surplus de 214 \$ millions. Tout surplus ou déficit du régime est la responsabilité des différents départements de l'Université d'Ottawa. Par conséquent, l'Association ne reconnaît pas sa part de tout surplus ou déficit du régime de l'Université d'Ottawa. L'Association a contribué au régime pour 2023 - 87 100 \$ (2022 - 107 904 \$).

Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa

Notes complémentaires

30 juin 2023

5. Engagements contractuels

L'Association loue des locaux en vertu d'un bail venant à échéance en avril 2033. Les loyers minimums pour le prochain 5 ans sont les suivants :

2024	27 836 \$
2025	28 127 \$
2026	29 580 \$
2027	29 871 \$
2028	31 325 \$

6. Éventualité

L'Association est le défendeur dans certaines poursuites survenues dans le cours normal des activités. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que l'Association pourrait, le cas échéant, devoir verser. En conséquence, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers.

7. Instruments financiers

Risque de taux d'intérêt

L'Association est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'Association à un risque de juste valeur, puisque celle-ci varie de façon inverse par rapport aux variations des taux d'intérêt du marché.

Risque de prix autre

L'Association est exposé au risque de prix autre en raison de ses placements dans des actions cotées en bourse dont la valeur fluctue en fonction de la cote boursière.

Il n'y a eu aucune variation du risque par rapport à l'exercice précédent.

Association of Professors of the University of Ottawa
Financial Statements
For the year ended June 30, 2023

Contents

Independent Auditor's Report	2 - 3
Financial Statements	
Statement of Financial Position	4
Statement of Changes in Net Assets	5
Statement of Operations	6
Statement of Cash Flows	7
Notes to Financial Statements	11



Tél./Tel: 613-443-5201
Télééc./Fax: 613-443-2538
www.bdo.ca

BDO Canada s.r.l./S.E.N.C.R.L./LLP
991 chemin Limoges Road
C.P./PO Box 128
Embrun ON K0A 1W0 Canada

Independent Auditor's Report

To the members of Association of Professors of the University of Ottawa

Opinion

We have audited the financial statements of Association of Professors of the University of Ottawa (the "Association"), which comprise the statements of financial position as at June 30, 2023, and the statements of operations, changes in net assets and cash flows for the year then ended, and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Association as at June 30, 2023, and its financial performance and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations ("ASNPO").

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* section of our report. We are independent of the Association in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements
Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with ASNPO, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Association's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Association or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Association's financial reporting process.

BDO Canada s.r.l./S.E.N.C.R.L./LLP, une société canadienne à responsabilité limitée/société en nom collectif à responsabilité limitée, est membre de BDO International Limited, société de droit anglais, et fait partie du réseau international de sociétés membres indépendantes BDO.

BDO Canada LLP, a Canadian limited liability partnership, is a member of BDO International Limited, a UK company limited by guarantee, and forms part of the international BDO network of independent member firms.



Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Association's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Association's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Association to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

BDO Canada LLP

Chartered Professional Accountants, Licensed Public Accountants

Ottawa, Ontario
October 26, 2023

Association of Professors of the University of Ottawa Statement of Financial Position

June 30	Operations Fund	Student Awards Fund	2023	2022
Assets				
Current				
Cash	\$ 73,006	\$ 3,847	\$ 76,853	\$ 660,621
Investments (Note 2)	311,000	-	311,000	-
Accounts receivable	123,548	-	123,548	102,043
Prepaid expenses	23,960	-	23,960	23,960
Interfund balances	(8,283)	8,283	-	-
	523,231	12,130	535,361	786,624
Investments (Note 2)	3,305,365	-	3,305,365	3,118,696
Tangible capital assets (Note 3)	361,761	-	361,761	7,364
	\$ 4,190,357	\$ 12,130	\$ 4,202,487	\$ 3,912,684
Liabilities and Net Assets				
Current				
Accounts payable and accrued liabilities	176,469	\$ -	\$ 176,469	\$ 124,160
Commitments (Note 5)				
Contingencies (Note 6)				
Net Assets				
Invested in tangible capital assets	361,761	-	361,761	7,364
Internally restricted				
Strike Fund	2,080,219	-	2,080,219	1,910,469
Externally restricted				
Student Awards Fund	-	12,130	12,130	41,081
Unrestricted	1,571,908	-	1,571,908	1,829,610
	4,013,888	12,130	4,026,018	3,788,524
	\$ 4,190,357	\$ 12,130	\$ 4,202,487	\$ 3,912,684

On behalf of the Board:

Dimitri Karmis

AD6FB94F189A4F6...

Director

DocuSigned by:

Evan Staley

F3A6B95E4A824DE...

Director

Association of Professors of the University of Ottawa Statement of Changes in Net Assets

For the year ended June 30	Invested in Tangible Capital Assets	Strike Fund	Student Awards Fund	Unrestricted	2023	2022
Balance, beginning of the year	\$ 7,364	\$ 1,910,469	\$ 41,081	\$ 1,829,610	\$ 3,788,524	\$ 3,897,456
(Deficiency) excess of revenues over expenses	(43,806)	169,750	(28,951)	140,501	237,494	(108,932)
Acquisition of tangible capital assets	398,203	-	-	(398,203)	-	-
Balance, end of the year	\$ 361,761	\$ 2,080,219	\$ 12,130	\$ 1,571,908	\$ 4,026,018	\$ 3,788,524

Association of Professors of the University of Ottawa Statement of Operations

For the year ended June 30	Operations Fund	Strike Fund	Student Awards Fund	2023	2022
Revenues					
Membership fees	\$ 1,952,130	\$ 169,750	\$ 106,049	\$ 2,227,929	\$ 2,199,584
Less remitted to:					
C.A.U.T. fees	273,443	-	-	273,443	267,966
C.A.U.T. - Defence Fund	91,987	-	-	91,987	83,430
O.C.U.F.A. fees	262,991	-	-	262,991	257,013
	<u>628,421</u>	-	-	<u>628,421</u>	<u>608,409</u>
Membership fees - net	1,323,709	169,750	106,049	1,599,508	1,591,175
Investment (loss) income	117,346	-	-	117,346	(40,861)
Unrealized (loss) gain on investment	62,858	-	-	62,858	(172,079)
	<u>1,503,913</u>	<u>169,750</u>	<u>106,049</u>	<u>1,779,712</u>	<u>1,378,235</u>
Expenses					
Administrative expenses	68,042	-	-	68,042	69,668
Amortization of tangible capital assets	43,806	-	-	43,806	8,034
Arbitration and other legal fees	148,256	-	-	148,256	99,136
Insurance	23,916	-	-	23,916	22,690
Meetings and receptions	8,038	-	-	8,038	1,124
Negotiation committee	-	-	-	-	5,455
Professional fees	11,354	-	-	11,354	8,124
Public relations	18,705	-	-	18,705	35,445
Rent	75,556	-	-	75,556	94,885
Salaries and benefits	980,994	-	-	980,994	1,001,149
Student awards	-	-	135,000	135,000	111,000
Teaching and research awards	7,500	-	-	7,500	10,000
Translation	3,642	-	-	3,642	3,483
Travel	17,409	-	-	17,409	16,974
	<u>1,407,218</u>	<u>-</u>	<u>135,000</u>	<u>1,542,218</u>	<u>1,487,167</u>
Excess (deficiency) of revenues over expenses	\$ 96,695	\$ 169,750	\$ (28,951)	\$ 237,494	\$ (108,932)

The notes are an integral part of these financial statements.

Association of Professors of the University of Ottawa Statement of Cash Flows

For the year ended June 30	2023	2022
Cash flows from operating activities		
Excess (deficiency) of revenues over expenses	\$ 237,494	\$ (108,932)
Item not affecting cash:		
Amortization of tangible capital assets	43,806	8,034
	281,300	(100,898)
Changes in non-cash working capital:		
Accounts receivable	(21,505)	154,072
Accounts payable and accrued liabilities	52,309	12,140
	312,104	65,314
Cash flows from investing activities		
Disposition (purchase) of investments	(497,669)	20,063
Acquisition of tangible capital assets	(398,203)	(2,541)
	(895,872)	17,522
Net (decrease) increase in cash	(583,768)	82,836
Cash, beginning of the year	660,621	577,785
Cash, end of the year	\$ 76,853	\$ 660,621

Association of Professors of the University of Ottawa

Notes to Financial Statements

June 30, 2023

1. Significant Accounting Policies

Status and Purpose of Organization	Association of Professors of the University of Ottawa is a not-for-profit organization who was recognized as a union for bargaining purposes in May 1992. The Association's purpose is to represent the interests of professors at the University of Ottawa. As a union, the Association is exempt from income taxes.
Basis of Accounting	The Association applies the Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.
Use of Estimates	The preparation of financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities at the date of the financial statements, and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting year. Areas of significant estimates include useful life tangible capital assets.
Fund Accounting	<p>The Operations Fund accounts for current operations and programs as well as the Association's general operations and is financed by member dues.</p> <p>The Strike Fund accounts for funds that would allow the Association to add a supplement to the member's strike allowance, finance means of pressure and reimburse the employer for the cost of the benefits package. This balance is funded by an initial transfer of \$500,000 from the Operating Fund, and by 8% of membership fees per year</p> <p>The Student Awards Fund accounts for funds received that are restricted to student bursaries. This fund is financed by member dues.</p> <p>The tangible capital assets fund reports the assets, liabilities, revenues and expenses related to tangible capital assets.</p>
Revenue Recognition	<p>Membership fees are accounted as revenue when received or receivable if the amount to be received can reasonably be estimated and collection is reasonably assured.</p> <p>Investment income, compensation and other revenue are accounted when earned.</p>

Association of Professors of the University of Ottawa

Notes to Financial Statements

June 30, 2023

1. Significant Accounting Policies (continued)

Financial Instruments	<p><u>Initial and subsequent measurement</u></p> <p>The Association initially measures its financial assets and liabilities at fair value. The Association subsequently measures all its financial assets and financial liabilities at amortized cost, except for investments in equity instruments that are quoted in an active market which are measured at fair value. Changes in fair value of these financial instruments are recognized in the statement of operations in the year incurred.</p> <p><u>Impairment</u></p> <p>Financial assets measured at amortized cost are tested for impairment when there are indications of possible impairment.</p> <p><u>Transaction costs</u></p> <p>Transaction costs related to financial instruments that will be subsequently measured at fair value are recognized in the statement of operations in the year incurred. Transaction costs related to financial instruments subsequently measured at amortized cost are included in the original cost of the asset or liability and recognized in the statement of operations over the life of the instrument using the straight-line method.</p>						
Tangible Capital Assets	<p>Tangible capital assets are accounted for at cost and amortized on the basis of their useful life using the straight-line basis and following durations:</p> <table><tr><td>Computer equipment</td><td>5 years</td></tr><tr><td>Office furniture and equipment</td><td>3 years</td></tr><tr><td>Leasehold improvements</td><td>10 years</td></tr></table>	Computer equipment	5 years	Office furniture and equipment	3 years	Leasehold improvements	10 years
Computer equipment	5 years						
Office furniture and equipment	3 years						
Leasehold improvements	10 years						
Pension Plan	<p>The employees of the Association are eligible to be members of the University of Ottawa Employee's Pension Plan which is a defined benefit pension plan. However, sufficient information is not available to use the defined benefit accounting. Therefore, the Association accounts for the plan as if it were a defined contribution plan, recognizing contributions as an expense in the year to which they relate.</p>						

Association of Professors of the University of Ottawa Notes to Financial Statements

June 30, 2023

2. Investments

	2023	2022
Equity Investments, at fair value		
Quoted shares	\$ 606,691	\$ 540,432
Fixed income fund	3,009,674	2,578,264
	3,616,365	3,118,696
Less: portion maturing within one year	311,000	-
	\$ 3,305,365	\$ 3,118,696

3. Tangible Capital Assets

	2023		2022	
	Cost	Accumulated Amortization	Cost	Accumulated Amortization
Computer equipment	\$ 58,789	\$ 56,727	\$ 58,789	\$ 52,214
Office furniture and equipment	36,578	27,127	27,540	26,751
Leasehold improvements	389,164	38,916	110,799	110,799
	\$ 484,531	\$ 122,770	\$ 197,128	\$ 189,764
Net carrying amount		\$ 361,761		\$ 7,364

4. Pension Plan

Each year an independent actuary determines the funding status of the University of Ottawa Employee's Pension Plan by comparing the actuarial value of invested assets to the estimated present value of all pension benefits that members have earned to date. The most recent financial statements of the Plan was for the year ended December 31, 2022. The results of these financial statements disclosed total pension obligations of \$2.596 billion in respect of benefits accrued for service with net assets available for benefits at that date of \$2.810 billion indicating a surplus of \$214 million. Any pension plan surplus or deficits are joint responsibility of the University of Ottawa departments. As a result, the Association does not recognize any share of the University of Ottawa's Pension Plan surplus or deficit. Contributions made by the Association to the Plan for 2023 were \$87,100 (2022 - \$107,904).

Association of Professors of the University of Ottawa Notes to Financial Statements

June 30, 2023

5. Commitments

The Association leases its premises under a lease expiring in April 2033. The future minimum lease payments for the next five years, for rent, inclusive of any additional rental costs are as follows:

2024	\$	27,836
2025	\$	28,127
2026	\$	29,580
2027	\$	29,871
2028	\$	31,325

6. Contingencies

The Association is the defendant in certain proceedings incurred in the normal course of their activities. Neither the possible outcome nor the amount of possible settlement can be foreseen. Therefore, no provision has been recognized in the financial statements.

7. Financial Instruments

Interest rate risk

The Association is exposed to interest rate risk on its fixed interest rate financial instruments. Fixed interest instruments subject the Association to a fair value risk, since fair value fluctuates inversely to changes in market interest rates.

Other price risk

The Association is exposed to other price risk through its investments in listed shares for which the value fluctuates with the quoted market price.

There have not been any changes in the risks from the prior year.

BUDGET 2023/24 APUO

REVENUS ET DÉPENSES - REVENUE AND EXPENSES pour la période qui se termine - for the period ending	Budget 23-24	Budget 22-23	Vérfic./ Audit 21-22	Vérfic./ Audit 20-21	Vérfic./ Audit 19-20
REVENUS / REVENUE					
1a. cotisations / dues (general fund)	\$1,964,680	\$2,023,669	\$1,927,613	\$1,881,145	\$1,849,802
1b. cotisations / dues (strike fund)	\$170,842	\$175,971	\$167,619	\$163,578	\$160,852
2. revenus de placements - interest on investments	\$50,000	\$50,000	-\$212,940	\$263,301	\$74,247
3. bourses aux étudiants / student awards	\$106,782	\$104,753	\$104,352	\$102,261	\$100,480
3a. Revenus de placement sur bourses aux étudiants - interest on investments on bursaries					
REVENUS BRUTS - GROSS REVENUE	\$2,292,304	\$2,354,393	\$1,986,644	\$2,410,285	\$2,185,381
OPERATING : REVENUS BRUTS - GROSS REVENUE	\$2,014,680	\$2,073,669	\$1,714,673	\$2,144,446	\$1,924,049
STRIKE FUND : REVENUS BRUTS - GROSS REVENUE	\$170,842	\$175,971	\$167,619	\$163,578	\$160,852
BOURSES / BURSARIES : REVENUS BRUTS - GROSS REVENUE	\$106,782	\$104,753	\$104,352	\$102,261	\$100,480
DÉPENSES - EXPENSES					
1. ACPPU - CAUT	\$274,355	\$270,112	\$267,966	\$251,614	\$238,222
2. Caisse de défense de l'ACPPU - CAUT Defence Fund	\$85,008	\$82,302	\$83,430	\$82,880	\$83,292
3. UAPUO - OCUFA	\$263,904	\$257,779	\$257,013	\$242,228	\$241,018
TOTAL DES COTISATIONS - TOTAL DUES	\$623,267	\$610,194	\$608,409	\$576,722	\$562,532
4. salaires & avantages - salaries & benefits	\$965,910	\$1,193,713	\$1,001,149	\$897,705	\$770,258
5. indemnité de cessation d'emploi - severance allowance					
6. administration - administration	\$40,000	\$40,000	\$69,668	\$35,007	\$33,306
7. traduction - translation	\$10,000	\$10,000	\$3,483	\$9,194	\$3,497
8. reprographie - printing					
9. réunions / meetings	\$10,000	\$10,000	\$1,124	\$134	\$10,699
10. voyages et conférences - travel & conferences	\$27,000	\$30,000	\$16,974	-\$9,122	\$19,074
11. achat & location d'équipement, entretien-equip. - purchase & leasing, maintenance					
13. loyer - rent	\$57,104	\$97,500	\$94,885	\$98,628	\$98,114
14. rénovations et remise à neuf - renovations refurbishing	\$10,000	\$300,000			
15. prix d'excellence en recherche/enseignement - teaching/research awards	\$5,000	\$5,000	\$10,000	\$5,000	\$10,000
16. vérification - audit	\$8,500	\$8,500	\$8,124	\$7,402	\$6,780
17. solidarité et dons - solidarity and donations	\$39,294	\$20,000	\$35,445	\$61,694	\$11,810
18. assurance - insurance	\$25,000	\$22,000	\$22,690	\$19,089	\$16,343
19. amortissement - amortization	\$40,000	\$40,000	\$8,034	\$36,086	\$34,352
20. négociation collective - collective bargaining	\$15,000	\$5,000	\$5,455	\$6,600	
21. griefs - grievances					
22. arbitrage - arbitration	\$100,000	\$100,000	\$99,136	\$83,459	\$71,466
23. bourses aux étudiants - student awards	\$120,000	\$135,000	\$111,000	\$112,500	\$113,750
24. committes (needs APUO Approval)	\$10,000	\$10,000			
TOTAL DES DÉPENSES - TOTAL EXPENDITURES	\$2,106,075	\$2,636,907	\$2,095,576	\$1,940,098	\$1,761,981
EXCÉDENT - SURPLUS	\$186,229	-\$282,514	-\$108,932	\$470,187	\$423,400
OPÉRATION / OPERATING : TOTAL DES DÉPENSES - TOTAL EXPENDITURES	\$1,986,075	\$2,501,907	\$1,984,576	\$1,827,598	\$1,648,231
OPÉRATION / OPERATING : EXCÉDENT - SURPLUS	\$28,606	-\$428,238	-\$269,903	\$316,848	\$275,818
OPÉRATION / OPERATING : EXCÉDENT DÉBUT DE L'EXERCICE - SURPLUS BEGINNING OF PERIOD	\$1,092,929	\$1,521,167	\$1,791,070	\$1,437,244	\$1,515,252
OPÉRATION / OPERATING : EXCÉDENT FIN DE L'EXERCICE - SURPLUS END OF PERIOD	\$1,121,535	\$1,092,929	\$1,521,167	\$1,754,092	\$1,791,070
FONDS DE GRÈVE / STRIKE FUND : TOTAL DES DÉPENSES - TOTAL EXPENDITURES					
FONDS DE GRÈVE / STRIKE FUND : EXCÉDENT - SURPLUS	\$170,842	\$175,971	\$167,619	\$163,578	\$160,852
FONDS DE GRÈVE / STRIKE FUND : EXCÉDENT DÉBUT DE L'EXERCICE - SURPLUS BEGINNING OF PERIOD	\$1,922,863	\$1,746,891	\$1,579,272	\$1,265,848	\$1,418,420
FONDS DE GRÈVE / STRIKE FUND : EXCÉDENT FIN DE L'EXERCICE - SURPLUS END OF PERIOD	\$2,093,704	\$1,922,863	\$1,746,891	\$1,429,426	\$1,579,272
BOURSES / BURSARIES : TOTAL DES DÉPENSES - TOTAL EXPENDITURES	\$120,000	\$135,000	\$111,000	\$112,500	\$113,750
BOURSES / BURSARIES : EXCÉDENT - SURPLUS	-\$13,218	-\$30,247	-\$6,648	-\$10,239	-\$13,270
BOURSES / BURSARIES : EXCÉDENT DÉBUT DE L'EXERCICE - SURPLUS BEGINNING OF PERIOD	\$21,073	\$51,320	\$57,968	\$85,709	\$71,238
BOURSES / BURSARIES : EXCÉDENT FIN DE L'EXERCICE - SURPLUS END OF PERIOD	\$7,854	\$21,073	\$51,320	\$75,470	\$57,968